

Elections départementales de juin 2021- Canton de Bergerac 1



ACTION SOCIALE REDYNAMISÉE

Nous agissons pour une action sociale largement repensée, développée, renforcée, et priorisée en direction des plus fragiles et des plus démunis, sans laisser personne au bord du chemin, et dans **l'intérêt général**. Il faut flécher les moyens du Conseil Départemental pour permettre à chacun de vivre dignement en Dordogne, en soutenant en particulier les jeunes, les étudiants, les privés d'emploi, les retraités les plus pauvres. Nous devons voter une prestation financière nouvelle, dès 18 ans, pour ceux qui doivent se contenter pour l'instant des minima sociaux. La crise sanitaire a mis en lumière la détresse d'un grand nombre de nos concitoyens. C'est une priorité, tant que l'Etat fait si peu pour les plus défavorisés.

Nous mobiliserons les services du Conseil départemental, en renforçant leurs effectifs, pour octroyer à tous les aides auxquelles ils ont déjà droit : qui sait, par exemple, qu'un nombre considérable de bénéficiaires du **RSA** n'en font même pas la demande, faute de soutien ?

Toutes nos énergies seront également sollicitées pour mieux exercer nos compétences dans le domaine de la **protection de l'enfance**, en s'appuyant sur le professionnalisme de nos personnels. Nous lutterons également contre les violences faites aux femmes, en un meilleur partenariat avec les associations actives.

Il faut, d'autre part, participer à la résolution de la pénurie de médecins, tant généralistes que spécialistes, à la ville comme à la campagne. Nous organiserons, en coopérant avec les autres collectivités locales, un **plan départemental de repeuplement médical** pour faciliter à tous l'accès aux soins, gage de qualité de la vie. Face au deuil, nous proposerons des maisons funéraires publiques.

La participation au financement du SDIS (Incendie et Secours) devra s'accompagner d'exigences précises en ce qui concerne la situation des personnels, conditions d'un service de qualité à la population.

Le plus grand soin devra être apporté à la qualité et au confort du transport scolaire, comme aux conditions de vie de nos jeunes dans nos collèges. Un regard nouveau sera porté sur l'aide aux familles en matière de coût des fournitures scolaires, pour tendre vers la **gratuité**. C'est un principe républicain que nous ne voulons plus laisser contredire dans les faits.

Le fond social pour le logement, comme le fond d'aide à l'énergie devront aussi être redynamisés, pour lutter efficacement contre l'habitat indigne.

ECOLOGIE QUALITATIVE

Militants de **l'écosocialisme**, nous voulons en Dordogne une écologie non punitive, qui ne pénalise personne. Il faut améliorer aussi bien la vie quotidienne de chacun que le bilan écologique du département.

La folle orientation du SMD3 doit être fermement corrigée : si l'objectif de réduction des déchets est incontournable, il ne saurait passer par une redevance soi-disant incitative, qui dégrade les paysages comme le service à la population. Défendant un service public de qualité, nous refusons de voir se préparer une totale **privatisation**, au détriment du porte-monnaie de chacun.

En harmonie avec notre liste régionale LFI-NPA-Citoyenne, nous impulserons des repas bio et locaux dans tous les collèges, pour favoriser une agriculture locale s'appuyant sur des circuits courts, et soucieuse de notre ressource en eau.

Un vrai plan départemental vélo sera construit, ainsi qu'une organisation étudiée du co-voiturage, promouvant ainsi des pistes pour de **nouvelles mobilités** plus collectives. Ces mesures favoriseront en outre l'attractivité touristique de la Dordogne.

DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

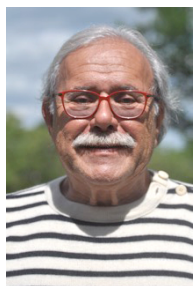
Pour nous, la politique n'est pas un métier. Nous ne sollicitons pas vos suffrages pour nous enrichir et tout décider à votre place, sans vous consulter. Nous organiserons tous les semestres des points d'étapes sous forme de réunions publiques, pour vous permettre d'évaluer notre action, et de proposer des acquis nouveaux, dans l'intérêt collectif.

Partisan du referendum de révocation des élus, nous proposerons sa mise en œuvre au Conseil Départemental. Nous autoriserons des **consultations d'initiative citoyenne** sur chaque dossier

structurant, pour ne plus continuer les **gâchis d'argent public** commis par la majorité socialo-communiste sortante.

Nous refuserons toute augmentation des indemnités et des avantages pour les élus. Chaque année, vos élus locaux feront une complète transparence sur l'utilisation de toutes leurs indemnités et la réalité des frais divers remboursés à l'occasion de leurs missions. Pour cela, un comité d'électeurs du canton, indépendant, sera **tiré au sort**, disposera de tous les comptes, et pourra publier tous les chiffres ainsi qu'un avis circonstancié. Nous commencerons à nous soumettre à votre contrôle en publiant notre compte de campagne pour cette élection. Dans le même esprit, nous refuserons tout cumul des mandats.

Pour redonner vie à une vraie démocratie départementale, nous tisserons des partenariats actifs avec des associations d'Education Populaire qui seront chargées de promouvoir des échanges, des débats, et de l'intelligence collective. Chacun en Dordogne doit pouvoir s'informer, se cultiver, réfléchir, confronter ses opinions avec ses concitoyens, et aussi se détendre dans un climat propice. C'est une condition essentielle pour redonner un sens à notre devise républicaine « **Liberté, Egalité, Fraternité.** », à laquelle nous ajouterions volontiers « **Solidarité !** »



Guilhem Saltel, candidat

D'abord instituteur, j'exerce le métier d'inspecteur de la Jeunesse et des Sports, dirigeant successivement plusieurs services départementaux, puis régionaux. Militant syndical, actif dans plusieurs associations sportives ou d'Education Populaire, je suis engagé depuis douze ans pour la mise en œuvre de l'Avenir en Commun, programme du Parti de Gauche et de La France Insoumise. Ancien conseiller municipal, candidat aux législatives de 2012, et de 2017.



Concettina Moschetti, candidate

Je suis très impliquée dans le milieu associatif en Dordogne depuis plus de trente ans ; mon expérience dans les métiers de l'animation, de l'insertion professionnelle et l'enseignement me permettent d'apporter un soutien auprès d'un large public, dont les jeunes. Je veux absolument agir au Conseil Départemental pour plus de justice sociale, en particulier suite à une pandémie qui a creusé les inégalités sociales et professionnelles.



Bernard Albrigo, suppléant

Depuis mon adolescence, je lutte pour la justice sociale et l'intérêt commun. Après avoir milité au PC, j'ai rejoint les rangs de la LCR, en 2008. Tête de liste aux municipales à Bergerac, je préconisais alors la création d'un dispensaire médical public pour pallier la désertification médicale. Retraité bancaire, ancien militant syndical, ancien défenseur des droits et bénévole dans plusieurs associations, je me présente pour continuer ensemble à œuvrer pour le bien public.



Djamila Benattou, suppléante

Aide soignante, directement concernée par le secteur santé, qui subit depuis des années des coups de rabot alors que la demande est grandissante du fait de la population qui vit plus longtemps. Je serai particulièrement attentive à la situation des handicapés, à leur intégration effective et solidaire. Je suis référente à Bergerac de l'association qui lutte contre le racket du SMD3, imposé aux citoyens sans aucune concertation.